

CONTRÔLE DE QUALITÉ

20% des produits contrôlés ne sont pas conformes

Plus de 20% des échantillons analysés par le Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (Cacqe), au 1er trimestre de l'année en cours, ne sont pas conformes aux normes.

De nombreux commerçants ne respectent pas encore les normes en matière de qualité. Le contrôle effectué par les laboratoires du Cacqe sur 3 861 échantillons a révélé que 803 cas sont de mauvaise qualité, soit 20,8 %.

Ce chiffre qui ne représente que les produits analysés durant les trois premiers mois de l'année en cours risque de connaître une hausse considérable.

Le Centre du contrôle de la qualité envisage d'effectuer un contrôle analytique sur un nombre total de 15 000 échantillons d'ici la fin de l'année en cours.

Les produits concernés par la non-conformité, selon les déclarations du directeur du centre, M. Abbad Djamel, rapportées par l'agence APS, sont essentiellement le lait (pasteurisé, en poudre ou pour enfant), le fromage fondu, le yaourt et les œufs.

A l'origine de cette situation, explique le même responsable, la négligence et le non-respect des règles d'hygiène, la mauvaise conservation ou encore aux mauvaises conditions de stockage de la matière première.

En 2011, les mêmes services ont procédé à l'analyse de 11 940 échantillons contre 12 222 en 2009. Une légère baisse qui s'explique, selon le premier responsable du Cacqe, par le fait que «beaucoup d'opérateurs ont adapté leur mode de production aux règles définies, mais aussi en raison de la baisse des importations durant les neuf premiers mois de 2010».

Les produits touchés sont en particulier les pâtisseries, les viandes et dérivés, les boissons, les produits à base d'œufs, les produits d'entretien automobile et les appareils domestiques.

S. A.

CHUTE DES COURS DU PÉTROLE

À moins de 80 dollars, la catastrophe !

Si les prix du pétrole continuent de chuter encore, les recettes d'exportation des hydrocarbures diminueraient d'au moins 10 milliards de dollars. Voire, la situation serait catastrophique du point de vue socioéconomique si les cours descendent à moins de 80 dollars.

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - Durant les trois derniers mois, les cours du pétrole ont dégringolé de 20 à 30 dollars le baril, baissant de plus de 110 dollars à quelque 90 dollars à Londres et à 80 dollars à New York. Et cela dans un contexte où la situation économique en Europe et aux Etats-Unis suscite l'incertitude et que le marché pétrolier manque d'être stable.

Certes, les prix ont repris le week-end écoulé, en hausse à plus de 97 dollars le baril de Brent et à plus de 84 dollars le baril de light sweet crude. Et cela dans la mesure où l'incertitude demeurait quant au maintien ou non de la Grèce en zone euro en fonction du scrutin législatif d'hier, et que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) maintenait inchangé son niveau de production à 30 millions de barils/jour, un plafond pourtant dépassé de quelque 2 millions de barils/jour.

Baisse prévisible des recettes d'exportations

Néanmoins, ces fluctuations des cours de l'or noir justifient la pertinence de la question suivante : quel impact sur l'économie algérienne dont 98% des recettes d'exportations dépendent des hydrocarbures et plus de 60% des importations proviennent de l'Union européenne ? Sans aucun doute, un impact négatif, une diminution des recettes d'exportations, des réserves de change et des recettes budgétaires. Ainsi, si les cours du pétrole continuent de chuter au cours des prochains mois, les recettes d'exportations diminueraient d'au moins 10 milliards de dollars, selon nombre d'observateurs. Soit des gains de l'ordre de 60 à 65 milliards de dollars pour

2012, loin des 70 à 75 milliards de dollars prévus par le ministre de l'Energie et des Mines et le Fonds monétaire international (FMI).

D'autres conséquences importantes

Mais ce sont les effets à moyen terme qui seront plus graves si cette chute perdure encore. Et d'autant que les réserves de change diminueront de volume mais aussi leurs placements en bons du trésor américain ou en obligations européennes, ces dernières étant risquées à l'heure actuelle, seront moins rentables. Dans ce cadre, la baisse des recettes d'exportations de gaz, plus importantes que celles du pétrole, serait également préjudiciable. Et d'autant que des contrats gaziers de moyen terme arriveront à échéance à l'horizon 2014, la volonté de l'Algérie de maintenir l'actuelle formule des prix s'opposant à celle de plusieurs opérateurs gaziers européens de réviser ces prix à la baisse.

Mais le FRR est là !

Certes, la situation financière continuera d'être bonne, le budget étant calculé sur la base d'un baril de 37 dollars et l'Algérie disposant des disponibilités du Fonds de régulation des recettes (FRR). Estimées à plus de 60 milliards de dollars, ces disponibilités permettent, selon la rhétorique institutionnelle, de couvrir les déficits éventuels et de financer les programmes de développement au moins durant les trois prochaines années. Or, le recours au FRR ne peut constituer une alternative pérenne et la gestion de ce fonds manque de transparence, la nécessité s'impose donc de revoir la politique



Photo : DR

Le prix du baril continue de dégringoler.

budgétaire et sociale. A ce propos, l'universitaire et expert international en management stratégique, Abderrahmane Mebtoul, prône de remplacer le FRR par un fonds de stabilisation et d'établir le budget sur la base du cours du marché réel du baril.

À moins de 80 dollars, la catastrophe !

Ainsi, la situation risque d'être catastrophique, du point de vue socioéconomique, si les cours du baril enregistrent une forte chute, passant à moins de 80 dollars. Une chute prévisible, aux risques «sérieux» comme le relève l'ancien manager de Sonatrach et consultant Abdelmadjid Attar. Et cela dans la mesure où la demande pétrolière mondiale sera moindre cette année, tirée à la baisse par la crise économique européenne, l'Opep qui contribue seulement à hauteur de 40% dans l'offre mondiale peine à assurer la discipline interne en matière de respect des quotas et la solidarité des pays producteurs non-membres de l'Opep (Russie notamment) fait défaut. Ainsi, une chute à moins de 80 dollars aurait des retombées graves en termes économiques et sociaux, le financement des grands projets s'avérant incertain, même s'il

est censé garanti par le FRR. Et cela au-delà de la tendance à la surévaluation des coûts de réalisation, évaluée à plus de 20%, et des insuffisances avérées de la gouvernance économique et politique.

Et quels enjeux !

Or, la capacité des pouvoirs publics à poursuivre la politique de sur-dépense, certes liée à des considérations d'ordre social et nonobstant les critiques récurrentes du FMI, risque ainsi d'être limitée, diminuée.

Soit des conséquences financières assez graves dont la réduction des dépenses, le retour de l'endettement et l'impossibilité de gérer l'inflation interne et externe. Mais aussi des répercussions sociales assez dramatiques, avec des risques de déstabilisation et d'implosion.

Et une demande nationale en énergie qui risque de ne pas être satisfaite, au-delà du fait que les réserves d'hydrocarbures sont susceptibles de tarissement d'ici 15 à 25 ans et que les gaz non conventionnels constituent de plus en plus des alternatives ailleurs. Des enjeux que la gouvernance actuelle ne semble pas apprécier à leur juste mesure.

C. B.

AU LENDEMAIN DE L'ATTENTAT AYANT CIBLÉ LE SIÈGE DE LA BMPJ

Ouacifs a du mal à «émerger»

Au lendemain de l'attentat terroriste ayant ciblé, dans la soirée de vendredi dernier, son commissariat de police, faisant deux morts et deux blessés parmi les éléments de la BMPJ, et deux autres femmes de la cité voisine, blessées par des balles perdues, la ville de Ouacifs, à quelque 45 km au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou, s'est réveillée hier comme sortie d'un cauchemar qui a pris fin.

Même avec des visages encore crispés et des mines aux expressions qui en disent long sur le choc et la peur enfouie au plus profond d'eux, les citoyens sont sortis pour vaquer à leurs affaires en ce début de semaine et la vie semblait vouloir reprendre son cours «normal».

Les commerces restés la veille fermés à cause de la coupure d'électricité, opérée juste avant l'attentat et qui s'est prolongée jusqu'en début de soirée, ont rouvert leurs portes. De même que les administrations et les établissements publics locaux. La circulation automobile et les transports de voyageurs ont repris, dans le brouhaha et

les embouteillages habituels. «Nous avons vécu une véritable psychose durant la soirée de vendredi dernier quand l'attentat a été perpétré. Il y avait comme un déluge de feu et les explosions et les tirs d'armes retentissaient de partout. On pensait vraiment au pire», nous dira un citoyen des Ouacifs, habitant la cité «Devise», mitoyenne du siège du commissariat ciblé. Mais après le choc de cette soirée d'enfer, la sérénité est vite revenue, surtout après que la peur d'autres «répliques» terroristes qui pouvaient arriver par l'explosion des bombes, balancées sur le bâtiment abritant le commissariat,

soit écartée avec le désamorçage de ces bombes dans l'après-midi d'avant-hier, par les brigades des artificiers et de la police scientifique dépêchées sur les lieux.

Même la bombe enfouie sous terre par les terroristes, au lieu-dit Acherchour, sur la route menant vers la ville des Ouacifs par la RN30, pour cibler d'éventuels renforts des troupes de l'ANP, a été désamorçée en fin de journée de samedi. «Même l'an dernier, à la même période je crois, ce commissariat a été aussi attaqué par des terroristes mais je dois vous dire qu'ils n'étaient pas aussi nombreux et l'acrochage n'a pas duré aussi longtemps comme ce fut le cas vendredi dernier», dira, pour sa part, un commerçant exerçant sur l'allée longeant le commissariat de police. La plupart des citoyens pensent que c'est presque un soulagement de découvrir que le bilan, même avec les

deux victimes à déplorer parmi les services de sécurité, reste «un moindre mal» devant l'ampleur et l'intensité de l'attaque par lesquelles les terroristes voulaient faire un carnage aux Ouacifs. Preuve en est, l'impact des balles encore visible sur les murs des habitations alentours et surtout sur les façades du siège du commissariat qui restait encore hier fermé avec ses occupants à l'intérieur.

Quant à la population, elle s'est ruée sur la presse nationale, toute épuisée dès la matinée, pour avoir le compte rendu de ce qu'elle a vécu vendredi et s'informait de ce qui s'est passé à travers toutes les régions de la wilaya où d'autres activités terroristes ont été signalées. Ils se demandent néanmoins pourquoi ce n'est qu'en Kabylie que le terrorisme, présenté vaincu et résiduel partout, continue de sévir, avec son lot de victimes et de dégâts ?

Sadek Aït-Salem